

En tout temps devons-nous avoir présent à l'esprit que notre pays est jeune et qu'il reste, ici, encore tout à faire. Ceux qui réussissent, admettent qu'il en va, avant tout, d'une question d'attitude. Au cours des semaines et des mois à venir, le gouvernement canadien précisera l'encadrement de collaboration et de leadership réel qui lui incombe dans la planification des instruments de relance et de raffermissement de notre économie. Il revitalisera l'accès des citoyens aux services publics dont ils peuvent se prévaloir pour espérer davantage de leurs saines préoccupations de contribuer au développement social et économique. Les petites et moyennes entreprises, moteurs déterminants de notre économie régionale, tout autant que du Québec tout entier, pourront compter sur des mesures de participation financières plus incitatives.

● (1420)

La population de Rimouski et du Témiscouata se réjouit d'apprendre la ferme intention du gouvernement canadien de favoriser l'aménagement d'installations portuaires, aériennes, ferroviaires et routières afin d'accroître les échanges commerciaux entre les régions. La faveur accordée aux communications électroniques et à tout le champ des télécommunications viendra compléter la pénétration de ces instruments sur notre territoire.

Les agriculteurs pourront également entrevoir l'amélioration des conditions de financement de leurs projets. La politique de commercialisation des produits agro-alimentaires sur les marchés étrangers répond à un vœu depuis longtemps exprimé. De telles mesures correspondent adéquatement aux besoins de la circonscription dans son ensemble—Rimouski-Témiscouata est d'abord et avant tout une circonscription rurale. Madame le Président, le discours du trône annonce l'esprit de continuité, mais aussi de revalorisation auquel le gouvernement s'engage dans la promotion du statut social et économique de la condition féminine.

A juste titre, madame le Président, une telle ferveur rejaillit sur notre présence à la Chambre des communes, mais elle consacre formellement l'évolution de notre société moderne, société qui, négligemment parfois, a hésité avant d'admettre que nous étions là à part entière. Est-ce le nombre qui fut déterminant dans le processus d'éveil de nos institutions à notre présence, ou est-ce la qualité des interventions que nous avons faites depuis quelques années ou est-ce encore ce réflexe qui—et le Québec nous en fournit actuellement l'éloquent témoignage—nous permet aujourd'hui d'affirmer devant l'intransigeance une solidarité que nous n'avons pas toujours jugé à propos de faire sentir. Le fait est là aujourd'hui que nous nous situons avec discernement dans les intentions majeures de ce Parlement et que le gouvernement canadien annonce un rôle de leadership effectif et moral dans l'exercice des conditions propres à protéger les droits de plus de la moitié des citoyens de ce pays.

Madame le Président, l'accueil présenté par le gouvernement aux nécessités des citoyens handicapés et sa volonté avouée d'élargir les programmes de formation et d'intégration sur le marché du travail me rejoignent profondément. Quelle

L'Adresse—M^{me} Côté

vive joie après plus de dix ans de travail acharné pour cette cause!

Le parti gouvernemental demeure résolu à assurer la promotion d'une société libérale où les plus favorisés sont incités par les recours de l'État à partager leurs avantages économiques et sociaux avec ceux des nôtres qui ont plus de difficultés ou qui, encore, après une vie longue et engagée, méritent de droit que les générations actives contribuent à reconnaître leurs efforts. Ainsi les mesures annoncées en vue d'accroître le supplément au revenu minimum garanti s'imposent comme l'une des plus évidentes confirmations du type de conception sociale que le gouvernement canadien entend poursuivre même si certains croient que notre situation économique globale devrait nous porter, sans réflexion, à saper les fondements mêmes de notre mode de vie collective. Les conditions de logement envisagées n'échappent pas à cette vision libérale.

Le gouvernement canadien préférera rationaliser les systèmes de contrôle et de gestion appliqués à certains secteurs du fonctionnement public et ainsi rétablir la cadence proportionnée, susceptible à une meilleure administration. Disons simplement que la région que je représente y voit les débuts d'une époque où les pouvoirs pourraient s'adapter à des dimensions tangibles et à l'esprit régionaliste constructif qui a contribué à la prospérité du Canada.

Madame le Président, outre l'endossement et l'enthousiasme que m'inspire ce nouvel élan et le sens encore une fois affirmé du gouvernement envers ses responsabilités, je demeure ferme dans mon intention de collaborer à empêcher que ce pays de raison—qui ne nous a pas si mal servis au fond—ne soit scindé par un étapisme trompeur, tel que nous le suggère le parti gouvernemental en poste à Québec. Loin de nier que le Canada actuel doit faire face à certains mécontentements sur sa structure et ses institutions politiques, je crois qu'il va falloir, notamment dans les semaines et aussi dans les mois qui vont suivre, que nous proclamions plus fort que le gouvernement canadien a déjà suggéré que «table rase soit faite» et que nous reformulions les concensus qui ont présidé au regroupement fédératif des dix États membres de notre pays.

La création de deux États indépendants au nord de la super-puissance américaine entraînerait des conséquences catastrophiques pour les deux peuples fondateurs de notre nation. Même, je suis portée à croire que les déchirements au sein de la nation canadienne-française risqueraient d'être plus douloureux. Nous ne devons jamais oublier que notre état permanent comme francophones en Amérique du Nord nous invitera constamment à la diligence. Nous semblerons, d'ailleurs, plus réalistes en admettant que la présence d'un gouvernement canadien constitue peut-être, à la fin, une garantie certaine de protection contre notre véritable menace qui ne nous vient ni de l'Est, ni de l'Ouest, et encore moins du Nord, mais du Sud. Et, fait surprenant, la menace de scission amène nos concitoyens des autres provinces à raisonner de la même façon. Madame le Président, nous devons donc dire non à l'invitation mal adressée du gouvernement du Québec.